

# **Bellelli, Giancarlo Roberto (Italie)**

(Original : anglais)

## **Notice biographique**

### **Informations personnelles**

Né à Rome le 19 septembre 1957

Marié, deux enfants

### **Éducation**

- Maîtrise de droit, Université de Naples (1982)
- École supérieure d'administration publique (1983-1984, finances et gestion publiques, Rome)
- Académie de droit international de La Haye (1985)
- Formations du Haut conseil de la Justice (1989-2011, notamment sur l'organisation et l'administration de la justice, le droit international et le crime organisé)

### **Expérience professionnelle**

2007 à maintenant : Conseiller juridique, ambassade d'Italie, La Haye

2002-2007 : Président du Tribunal militaire, Turin

À la tête du bureau : administration et supervision des activités administratives accomplies par le Tribunal, comprenant le budget et les finances, les ressources humaines, l'aide juridique et le recouvrement des coûts. Juge président : les procès principaux incluaient des crimes graves commis contre l'administration publique, ainsi que des crimes de guerre commis en 1944.

1997-2007 : Expert juridique en droit international pénal humanitaire, Département juridique, Ministère italien des Affaires étrangères

Conseils, rédaction des textes et participation aux négociations ; conseils en matière de droit administratif, mise en œuvre législative et judiciaire de la justice et des instruments de droit international pénal. Toutes les initiatives et activités liées à la Cour pénale internationale, à savoir notamment : participation à toutes les réunions en tant que délégué, rédaction de la législation pour la mise en œuvre en Italie du Statut de Rome et de son Accord sur les privilèges et immunités ; toutes les actions dans l'Union européenne (par exemple position commune de 2001 ; présidence du groupe COJUR CPI en 2003 ; plan d'action ; coopération technique d'adhésion du Japon ; expert de l'UE sur l'application ; personne référente UE-CPI pour l'Italie). À partir de 1999, conseils également dispensés à la Direction politique du Ministère des affaires étrangères sur le contrôle des armes, le terrorisme et la corruption, aux fins de prévention des crimes.

1998-2002 : Juge, Tribunal militaire de l'application des peines, Rome

Supervision de l'application des peines (régime de détention et application du droit pénitentiaire relativement aux peines et remises de peine), y compris pour des emprisonnements à vie en raison de crimes de guerre commis en 1944.

1992-1998 : Juge, Tribunal militaire, Vérone

Juge dans la phase préliminaire : administration du Bureau et jugement des délits commis contre le droit pénal militaire ; supervision des enquêtes sur les crimes militaires du nord-est de l'Italie, y compris sur des crimes de guerre

commis en 1944 ; confirmation des charges, peines et acquittements. Attaché également à d'autres tribunaux en tant que juge de première instance (Vérone, Turin, La Spezia et Bari ; cour d'appel de Vérone).

1989-1992 : Substitut du Procureur, Palmi (Reggio Calabria)

Dans des conditions très difficiles, enquêtes et poursuites sur les crimes les plus graves affectant une zone où la criminalité, très répandue, est préoccupante. Dans de nombreuses affaires complexes et de haute volée contre le crime organisé (organisations mafieuses principalement) : procédures criminelles, mesures préventives en matière de finances, témoins protégés (*pentiti*), et direction de la police. Poursuites au Tribunal, dans les cours d'assises et d'appel. Mandaté pour les fonctions non-judiciaires se rapportant à l'organisation et à l'efficacité du Bureau du Procureur, y compris pour les mesures portant sur : l'administration des ressources, humaines et autres, ainsi que des outils ; directives et autres lignes directrices pour l'organisation en interne ; directives destinées aux forces de police ; adoption de techniques spéciales d'enquête.

1988-1989 : Procureur et juge (phase de première instance), Tribunal militaire, Rome

Phase de première instance, assistance apportée au Procureur militaire pour les enquêtes et poursuites, participation aux audiences et rédaction pour le Président du Tribunal tant des décisions que des jugements.

1985-1988 : Conseiller au Ministère des finances, Rome

Au département de comptabilité générale d'État (bureau de l'auditeur général), contrôle de la conformité des lois régionales avec la Constitution italienne ; conseils dispensés au Bureau du Premier ministre ; audit du budget national.

- **Expérience professionnelle pertinente autre**

- Président du Comité de contrôle établi par l'Assemblée des États parties à la Cour relativement au projet de locaux permanents de l'Organisation (depuis 2011) ; vice—président en 2010.
- Président du Comité du budget de la Cour permanente d'arbitrage (2012).
- Président du groupe de travail sur le règlement financier et les règles de gestion financière de la Cour permanente d'arbitrage (2011).
- Organisateur et président de la Conférence de Turin sur la justice internationale pénale (Turin, 14 au 18 mai 2007), sur la pratique et la jurisprudence de la justice internationale pénale, en préparation de la Conférence de révision du Statut de Rome. Participation de tous les tribunaux internationaux, de quelques 500 personnes et de 95 États (<http://www.torinoconference.com> et ICC-ASP/6/INF-2 and Add.1).
- Organisateur et coordonnateur de la table ronde sur la justice internationale pénale, son rôle, son futur et les opportunités existantes (Turin, 20 octobre 2005).
- Délégué de l'Italie lors de conférences internationales et au sein d'organisations intergouvernementales sur des questions relatives au droit international pénal et au droit international humanitaire, et notamment :
- Cour pénale internationale, y compris la Conférence diplomatique de Rome de 1998 ; chacune des dix sessions de la Commission préparatoire pour l'adoption des instruments de mise en œuvre du Statut (19992002) ; de nombreux séminaires et autres événements entre les sessions (19972006) ; toutes les réunions de l'Assemblée des États parties (20022012) ; groupe de travail de La Haye au Bureau de l'Assemblée des États parties ; groupe d'étude sur la gouvernance ;
- Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et protocole s'y rapportant relatif aux armes à feu (Vienne, 1999-2001) ;

- Convention des Nations Unies contre la corruption. Négociations du Comité spécial (Vienne, 20022003) et Conférence de signature à Mérida ;
- Convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme (Strasbourg, 2005) et Protocole portant amendement à la Convention européenne pour la répression du terrorisme (Strasbourg, 2003) ;
- Conseil de l'Europe : protection des témoins et des collaborateurs de justice (2004-2005) ; PC-TI, techniques spéciales d'enquête (2004-2005) ; CAHAR, aspects juridiques de l'asile territorial, des réfugiés et des apatrides (2005) ; DH-DEV, développement des droits de l'Homme (19982007) ; DH-PR, amélioration des procédures de protection des droits de l'Homme (2000) ; CODEXTER, Experts sur le terrorisme (20032008, membre du Bureau) ; DH-S-TER, terrorisme (2000) ; GMT, groupe multidisciplinaire contre le terrorisme (20012002) ; PXRX, racisme et xénophobie (2002) ;
- Conseil de l'Union européenne : COJUR, experts de droit international public ; CIVCOM, maintien de l'État de droit dans la gestion des crises ;
- Commissions nationales sur le droit international humanitaire (Bruxelles, 2000 ; Budapest, 2001 ; Genève, 2002) ;
- Expert à l'UNODC sur la fabrication et le trafic illicites d'explosifs par des délinquants et leur usage à des fins délictueuses, pour l'élaboration possible d'un instrument international (2000) ;
- Consultant pour l'UNICRI (Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice) sur le renforcement de la coopération internationale aux fins de combattre le trafic illicite et l'utilisation criminelle des armes et substances CBRN (2005). Conseiller scientifique pour tous les projets ayant trait à la justice internationale pénale, dont la publication du Manuel du TPIY sur les pratiques développées (*ICTY Manual on Developed Practice*, 20082009) et les projets laissés par le TPIY à la postérité (formation et portail de formation électronique, ainsi que manuel pour la Défense, 20102011) et manuel sur les pratiques du TPIR (20102011) ainsi que d'autres projets liés à la Cour pénale internationale ;
- Membre (19992006) de 11 commissions nationales ou groupes de travail pour la ratification et la mise en œuvre d'instruments de droit international pénal (CPI, assistance juridique mutuelle et extradition, droit international humanitaire, criminalité organisée transnationale, cybercriminalité, terrorisme, corruption) ;
- Conseiller, au sein du comité des conseillers, de l'institut mondial pour la prévention de l'agression (Global Institute for the Prevention of Aggression).

### **Présentations sur les lois et le droit international pénal**

- Conférence sur la Cour pénale internationale (Manille, 25-26 septembre 2008)
- Conférence sur la justice internationale pénale (Turin, 14-18 mai 2007)
- Séminaire italo-égyptien sur le terrorisme international (Rome - IAI, 12 septembre 2006)
- Table ronde sur la justice internationale pénale (Turin, 20 octobre 2005)
- Consultation UE-Japon sur la Cour pénale internationale (Tokyo, décembre 2004)
- Conférence sur la protection de la propriété culturelle dans les conflits armés (Catania, octobre 2004)
- Conférence sur les crimes de guerre (Milan, mai 2004)
- Séminaire sur la justice pénale dans la gestion des crises civiles (Madrid, mai 2004)
- Conférence sur la coopération internationale contre le terrorisme (Trento, mai 2004)
- Conférence sur l'appui apporté par l'Union européenne à la CPI (Naples, septembre 2003)

- Conférence sur la mise en œuvre italienne du Statut de la CPI (Rome - Capitole, juillet 2003)
- Symposium sur l'État de droit en Afghanistan (Washington, février 2003)
- Conférence sur la CPI (Turin - LINCS, novembre 2002)
- Conférence sur la ratification du Statut de la CPI dans les pays méditerranéens (Séville, février 2002)
- Conférence sur la ratification du Statut de la CPI (Rome, mai 2000)
- Formation sur le droit international pénal, destinée aux juges et aux procureurs (Rome – haut conseil de la justice, février 2000)
- Séminaire sur le droit international humanitaire (Rome - IASD, janvier 2000)
- Séminaire sur la justice internationale pénale (Turin - SIOI, mars 1997)

## Langues

Italien : langue maternelle

Anglais : excellentes connaissances

Français : excellentes connaissances

## Publications

### Livres

- *International Criminal Justice: Law and Practice from the Rome Statute to its Review* (en anglais - Justice internationale pénale : droit et pratique, depuis le Statut de Rome jusqu'à sa révision – Farnham, Ashgate, 2010), 702 pages ;
- *Codice delle Convenzioni internazionali e della legislazione italiana sul terrorismo* (en italien - Code des conventions internationales et législation internationale sur le terrorisme – Rome, Istituto Poligrafico dello Stato and Editoriale Scientifica, 2003), 1185 pages ;
- *Conférence sur la Justice internationale pénale*, actes de la conférence – anglais, français, italien, 358 pages (Turin, AGAT, 2008) ;
- *L'amministrazione della Corte Penale Internazionale* (en italien – L'administration de la Cour pénale internationale), série *Questioni contemporanee* n° 22 – (Naples, Editoriale Scientifica, 2006), 94 pages.

### Articles

- « Overview of the International Criminal Court » in *International Conference on the International Criminal Court* (en anglais – vue d'ensemble sur la Cour pénale internationale) dans les actes de la conférence internationale sur la Cour pénale internationale, Manille, 2008), pp. 9-23 ;
- « I reati contro l'amministrazione della giustizia internazionale », in *La Corte penale internazionale* (en italien - délits contre l'administration de la justice internationale dans un ouvrage sur la Cour pénale internationale, Milano, Giuffrè, 2006), pp. 1261-1324 ;
- « Lo Statuto di Roma e la Costituzione italiana », in *La Corte penale internazionale* (en italien – le Statut de Rome et la Constitution italienne, dans un ouvrage sur la Cour pénale internationale, Milano, Giuffrè, 2006), pp. 1597-1647 ;
- « A Council of Europe perspective on the fight against terrorism », in *International Cooperation in Counter-terrorism: The United Nations and Regional Organizations in the Fight Against Terrorism* (en anglais – perspective sur la lutte contre le terrorisme du point de vue du Conseil de l'Europe, dans un ouvrage sur la

coopération internationale contre le terrorisme : les Nations Unies et les organisations régionales dans la lutte contre le terrorisme, éd. par G. Nesi, Farnham, Ashgate, 2006), pp. 141-148 ;

- « Italian implementation of the Rome Statute and related constitutional issues » in *States' responses to the International Criminal Court* (en anglais – mise en œuvre italienne du Statut de Rome et questions constitutionnelles connexes, dans un ouvrage sur les réponses des États à la Cour pénale internationale, par Roy S. Lee, Ardsley, Transnational Publishers, 2005), pp. 215-245 ;
- « Come adattare l'ordinamento giuridico italiano allo Statuto della Corte penale internazionale: lo stato dei lavori » (en italien – adaptation de l'ordre juridique italien au Statut de la CPI) in *Diritto Penale e Processo*, n° 10/2003, pp. 1299-1304 ;
- « The Work of the Preparatory Commission of the International Criminal Court », in *The Global Community, Yearbook of International Law and Jurisprudence* (en anglais – le travail de la Commission préparatoire de la Cour pénale internationale, dans l'annuaire de la jurisprudence et du droit international, ouvrage sur la communauté mondiale, Oceana Publications, New York, 2002), pp. 1454-1459 ;
- « The Protocol No. 13 additional to the European Convention on Human Rights », in *The Global Community, Yearbook of International Law and Jurisprudence* (en anglais – le Protocole n° 13 à la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, dans l'annuaire de la jurisprudence et du droit international, ouvrage sur la communauté mondiale, Oceana Publications, New York, 2002), pp.1481-1482 ;
- « The Firearms Protocol additional to the Palermo Convention on Transnational Organised Crime », in *The Global Community, Yearbook of International Law and Jurisprudence* (en anglais – le Protocole contre les armes à feu additionnel à la Convention de Palerme contre la criminalité transnationale organisée, dans l'annuaire de la jurisprudence et du droit international, ouvrage sur la communauté mondiale, Oceana Publications, New York, 2002), pp. 1494-1498 ;
- « The establishment of the International Criminal Court » in *The Global Community, Yearbook of International Law and Jurisprudence*, 812 (en anglais – l'établissement de la Cour pénale internationale, dans l'annuaire de la jurisprudence et du droit international, ouvrage sur la communauté mondiale, Oceana Publications, New York, 2001), pp. 812-819 ;
- « Le molte debolezze dell'unità investigativa interforze » en p. 1 du journal *Italia Oggi* du 25 septembre 1991 (en italien – faiblesses de l'Unité d'enquête interforce) ;
- « Contro la delinquenza organizzata non c'è alternativa ai maxi – processi » en p. 1 du journal *Italia Oggi* du 5 octobre 1991 (en italien – pas d'alternative aux maxi-procès contre le crime organisé) ;
- « Le zone d'ombra del provvedimento » en p. 24 du journal *Italia Oggi* du 3 février 1992 (en italien - zone d'ombre des dispositions) ;
- « Età pensionabile dei magistrati: un decreto che fa discutere » en p. 1 du journal *Italia Oggi* du 3 mars 1992 (en italien – âge de la retraite pour les juges et les procureurs, un décret controversé).

#### *Autres contributions scientifiques*

- *Illicit Trafficking and Criminal Use of CBRN Materials and Weapons: an Analysis of the New Members of the European Union and their Neighbouring Countries* (en anglais – trafic illicite et usage criminel des armes et matériaux CBRN : une analyse des nouveaux membres de l'Union européenne et des pays voisins, UNICRI, Turin, 2005) ;
- *ICTY Manual on Developed Practices* (en anglais – manuel des pratiques établies du TPIY, UNICRI, Turin, 2009), pp. 228 ;

- *Manual on International Criminal Defence – ADC-ICTY Developed Practices* (en anglais – manuel sur la Défense en droit international pénal – pratiques établies par l’association des conseils de la Défense du TPIY, UNICRI, Turin, 2011), pp. 231.

---